

20231117 Libération

https://www.liberation.fr/societe/intemperies-dans-le-pas-de-calais-les-exiles-ont-ete-completement-oublies-20231117_QZ4ASEDLDFAX3F746T2S7KQB3U/

Interview

Intempéries dans le Pas-de-Calais : « Les exilés ont été complètement oubliés »

Article réservé aux abonnés

Pierre Rocques, de l'Auberge des migrants, alerte sur la situation «inhumaine» des exilés de Calais, touchés par les précipitations ininterrompues de ces derniers jours, et réclame de nouvelles places d'hébergement d'urgence.



Des migrants soudanais assis à côté d'une clôture dans un centre d'accueil géré par Médecins sans frontières (MSF) à Calais le 7 novembre 2023. (Sameer Al-Doumy /AFP)

par Henni Guedionni

publié aujourd'hui à 19h54

Des [intempéries exceptionnelles](#) par leur durée et leur intensité. En un mois, le Pas-de-Calais a été frappé par des précipitations records, le département enregistrant son épisode de trente jours le plus pluvieux depuis le début des mesures il y a soixante-cinq ans. Des conditions météorologiques qui compliquent le quotidien des exilés, notamment dans la commune littorale de Calais, où ils sont 1 500 en attente de pouvoir traverser la Manche, décrit Pierre Rocques, directeur général de l'Auberge des migrants, association d'aide aux exilés, qui pointe l'invisibilisation de leur situation.

Comment décririez-vous les conditions de vie des exilés à Calais depuis le début des intempéries ?

Inhumaines. Les personnes survivent dans des friches industrielles, des champs de boue, qui sont devenus des marécages. Tous les campements sont inondés. Il n'y a pas de pompage d'eau dans les zones où sont les exilés, contrairement aux zones d'habitations. Dans les campements, les gens sont complètement trempés. Ils essaient de faire sécher leurs affaires sur des buissons. C'est difficile de se réchauffer, donc les gens tombent malades. Les tentes

elles-mêmes sont mouillées et prennent l'eau. Certains exilés n'ont même pas de tentes, ils s'abritent sous les arbres accrochés entre quelques branches. La nuit, ils doivent dormir dans des tentes mouillées, certains n'ont rien. La police intervient toutes les quarante-huit heures pour les déloger. Certaines personnes qui souhaiteraient accéder à des douches par exemple doivent y renoncer, pour éviter que leur tente ne se fasse voler...

Qu'en est-il des places d'hébergement ?

Avec la [tempête Ciaran](#), début novembre, un petit dispositif de mise à l'abri avait été ouvert par la préfecture, mais il n'était pas en capacité d'accueillir tout le monde. D'autant qu'il a été ouvert très tardivement et que les personnes n'ont pas eu l'information. Depuis, aucune solution de mise à l'abri n'a été proposée. Actuellement, sur le département, il n'y a plus de places d'hébergement, que ça soit pour les familles, les hommes seuls ou les mineurs isolés. Les familles qui font des demandes peuvent être envoyées à Paris, alors qu'elles ont le souhait d'aller en Angleterre.

Quels sont les besoins les plus urgents auxquels vous tentez de répondre ?

Les personnes ont très froid. Avec les intempéries, on passe tous les deux jours dans les campements, en brouette, pour distribuer du bois de chauffage. On met aussi à disposition un guide d'information multilingue (français, anglais, arabe, pachto...), pour que les personnes puissent se repérer dans la ville, voir comment accéder aux services sur les accueils du jour, les distributions de repas et comment accéder à un hébergement.

Actuellement, il y a aussi une grosse tension sur le matériel, les gens n'ont pas assez de tentes et il faut plus de places dans les hébergements d'Etat. Les gens manquent de vêtements et ils ont faim. Les associations sont presque à un point de rupture. Je travaille à Calais depuis six ans et c'est la première fois que l'on voit ça, il y a énormément de personnes comparées à l'année dernière.

Avez-vous reçu un soutien des autorités locales ou nationales pendant cette période ?

Il n'y a pas de soutien, les autorités font tout pour entraver le travail des associations, alors qu'on fait le travail qui devrait être assuré par elles. C'est paradoxal, on est là pour aider les personnes, mais on est entravé par les autorités avec des verbalisations à répétition, de l'intimidation et des contrôles d'identité des bénévoles. Il y a toujours eu des dispositions législatives à Calais pour essayer d'entraver l'action des associations, comme l'an dernier, avec [l'arrêté préfectoral interdisant les distributions alimentaires dans le centre-ville de Calais](#).

Comment voyez-vous la réponse des autorités à cette crise ?

Encore une fois, les autorités choisissent de traiter cette situation sous un angle uniquement sécuritaire. La question des traversées en mer est particulièrement parlante, les autorités françaises savent très bien que ce n'est pas en mettant plus de policiers sur les plages que les gens ne vont plus partir en bateau. Avec le renforcement de la surveillance sur la côte, les gens partent de plus en plus loin, dans des embarcations fragiles, ce qui double voire triple le

temps de traversée et les risques qui vont avec. Le renforcement de la frontière renforce les réseaux de passages parallèles, c'est un cercle vicieux.

Des ministres, comme Gérard Darmanin, sont venus dans le Pas-de-Calais pour apporter leur soutien aux habitants frappés de plein fouet par les intempéries. Mais il ne faut oublier qu'il y a des personnes encore plus vulnérables, et pour l'instant, elles ont été complètement oubliées. Calais est un angle mort complet, on invisibilise les personnes comme si elles n'existaient pas, les êtres humains ne sont pas de la poussière que l'on peut pousser sous un tapis. Les exilés sont toujours là, et l'Etat doit prendre sa part pour mieux les accueillir.